

**Bronisław Geremek**

**Contre l'«élargoscepticisme». L'élargissement de l'UE et ses adversaires.**

L'historien ne se retrouve pas facilement dans l'analyse de l'actuel - c'est encore plus vrai quand il est engagé directement dans la fabrique de l'actuel, si l'on peut ainsi décrire la politique. Le rythme des événements semble irraisonnablement rapide et saccadé, leur sens échappe souvent à ceux qui y participent et en sont le sujet et l'objet, les structures de causalité - les rapports de cause à effet - tellement importantes pour l'analyse et la compréhension historiques ne se manifestent que de façon obscure. Pourtant, les historiens - bien que plutôt réticents à l'égard de la politique - restent attentifs et sensibles à l'égard de l'actuel. Faut-il rappeler ce que Marc Bloch racontait de ses entretiens avec Henri Pirenne, lors du congrès des sciences historiques à Stockholm, en face de l'hôtel de ville nouvellement construit? Aussi bien son «Etrange défaite» que son «Apologie de l'histoire» prouvaient bien qu'il ne se détournait point du présent. Fernand Braudel affirmait que dans le domaine de la «futurologie» ce sont les historiens qui devraient non seulement avoir la voix au chapitre, mais en fait être en première ligne de ces recherches parce qu'ils disposent du laboratoire du temps long nécessaire pour prévoir l'avenir, pour comprendre les continuations et les ruptures que l'actuel apporte ou prépare.

C'est en tant qu'historien aussi bien que témoin et acteur de l'actuel que je voudrais fermement soutenir que l'élargissement actuel de l'Union Européenne en vertu duquel les pays qui se sont libérés du communisme en 1989 vont maintenant s'intégrer, est un événement historique. J'en suis convaincu, mais je dois d'emblée dire que ce fait semble être ignoré aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Il me semble utile de considérer d'abord la

nature de cet élargissement et ensuite de poser le problème de ses conséquences actuelles et futures.

Les élargissements précédents de la Communauté Européenne s'inscrivaient sans doute dans la logique de l'intégration européenne. L'entrée de la Grande Bretagne renvoyait aux oubliettes la vieille division entre le continent et l'île. L'accession de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce raffermissait l'évolution démocratique de ces pays après la chute des dictatures.

Dans l'adhésion de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande - trois pays proclamant la neutralité - on peut voir la preuve du succès de l'UE, sinon le premier effet de la fin de la guerre froide. Mais cette fois-ci l'élargissement à l'Est exprime le fait que la réunification de l'Europe est à l'ordre du jour et que c'est dans la logique même de l'intégration qu'apparaît une mutation profonde. Il est vrai que dans la pensée des pères fondateurs des Communautés Européennes, en particulier de la part de Robert Schuman, on retrouve une forte conviction que le partage de l'Europe en deux camps opposés n'est que passager et que l'«autre Europe» trouvera à l'avenir sa place dans le processus d'intégration, mais tout le travail sur le rapprochement des pays européens a été réalisé dans le contexte de la guerre froide et de l'Europe divisée. On pourrait même affirmer que cette profonde division de l'Europe fournissait un argument de taille - bien qu'apparaissent rarement de façon explicite dans le discours politique - pour l'intégration de l'Europe Occidentale, puisque la peur du communisme et de l'expansion soviétique était un facteur de rapprochement. La chute du communisme que l'on proclamait imminente depuis des années prit néanmoins les pays d'Europe Occidentale de court, la rapidité du renversement du système créa l'effet de surprise.

La politique européenne, face à ce changement, n'a pas tout de suite donné une réponse adéquate aux défis. L'idée de la «confédération européenne» lancée par François Mitterrand en 1990 a été accueillie par les pays d'Europe Centrale avec méfiance parce qu'elle semblait rejeter ces pays à la périphérie du monde occidental, en dehors des structures européennes et euroatlantiques, mais elle témoignait de la prise de conscience de l'ampleur du défi créé par la chute du communisme. La Commission Européenne sous

la présidence de Jacques Delors a non seulement assuré l'aide aux pays post-communistes - le programme PHARE adressé d'abord à la Pologne et à l'Hongrie fut ensuite offert à tous les autres pays de la région - mais a aussi proposé un statut d'association de caractère beaucoup plus large que la formule utilisée jusqu'alors. Les «traités européens» signés avec les pays d'Europe Centrale et Orientale n'annonçaient pas la possibilité de leur accession à la communauté, mais ont en fait préparé une telle décision.

L'élan de l'annus mirabilis 1989 s'est perdu dans les sinusoïdes de la diplomatie européenne. La réunification de l'Allemagne s'est faite dans l'enthousiasme populaire et dans l'engagement profond et courageux des élites politiques allemandes. L'unification de l'Europe, rendue possible, par la lutte des sociétés de l'Est, n'a pas su profiter du moment de l'enthousiasme de la liberté et n'a pas trouvé de soutien clair de la part des élites politiques européennes. La faute n'est pas aux «technocrates de Bruxelles», mais à la faiblesse de la dimension politique de l'intégration européenne, au défaut de la conscience européenne. Dans le cas des Allemands la volonté de vivre ensemble était fondée sur l'histoire de l'Etat-nation, dans le cas des Européens, elle ne s'est pas encore affirmée et n'était qu'une aspiration. Dans les deux cas, l'enthousiasme était suivi du désenchantement, mais l'Allemagne était alors déjà unifiée tandis que l'Europe n'était qu'au début du chemin.

La nécessité de dépasser le déchirement de l'Europe était évidente. C'était tout d'abord un acte de justice historique que de rendre possible la participation dans l'intégration européenne aux peuples qui, contre leur volonté et en vertu des décisions de Yalta et de Potsdam, étaient absorbés dans un univers politique et culturel opposé aux traditions européennes et dressé contre l'Europe. Le plan Marshall a créé la chance de reconstruction économique rapide aux pays européens - sans considération même du fait de quel côté ils se trouvaient pendant la guerre, mais Moscou n'a pas permis que les pays tombés dans sa dépendance puissent en profiter. Après 1989, avec quatre décennies de retard les pays d'Europe Centrale pouvaient enfin clore la IIe Guerre mondiale. D'autre part, le projet européen trouvait un contexte nouveau dans lequel les craintes concernant la sécurité de l'Europe laissaient la place à l'ambition de jouer un rôle dans un monde libéré de la guerre froide et visent à saisir les paradigmes de la post-

modernité. Ainsi les pays d'Europe Centrale cherchaient par l'entrée dans l'OTAN et dans l'UE à combler le fossé qui les séparait de l'Europe de sécurité, prospérité et solidarité, tout comme l'Europe Occidentale en accueillant les nouveaux venus espérait grâce à la réunification avec l'Est, être capable de mieux faire face aux défis de la mondialisation et du déséquilibre dans les rapports internationaux. Malgré toutes ces raisons et en dépit de l'engagement initial qui faisait preuve du courage et de l'imagination de deux côtés, l'idée de la réunification de l'Europe semblait disparaître aussi bien du discours politique que de la conscience sociale, laissant la place aux calculs de coûts financiers et sociaux de l'élargissement. Le doute s'introduisait si l'Ouest et l'Est européens ont l'intérêt de s'unir et si cette réunification est dans la logique du processus d'intégration entamé au milieu du siècle dernier par la France et l'Allemagne.

Certes, on peut affirmer que la «réunification» de l'Europe n'est qu'une expression rhétorique parce que l'Europe au cours de son histoire n'a jamais été vraiment unifiée. L'unité européenne à l'époque de la chrétienté médiévale concernait en premier lieu le domaine religieux, de même la République des Lettres dans l'Europe de la première modernité ne dépassait pas le cadre des élites culturelles. Il est néanmoins important et significatif que dans ces deux cas, les limites de l'entreprise carolingienne furent largement dépassées et embrassaient le Centre-Est de l'Europe. L'université de Prague, fondée en 1348 et celle de Cracovie, fondée en 1364, faisaient bien partie du réseau universitaire - une des structures essentielles de la chrétienté médiévale. Dans le paysage culturel et architectural de toute la région du Centre-Est, les églises gothiques rappellent jusqu'à présent l'unité du rayonnement et de la création de l'espace européen médiéval. Les échanges épistolaires entre Erasme de Rotterdam et les humanistes de Pologne ou de Hongrie, les écrits de Rousseau ou de Kant sur l'avenir de la Pologne, l'immense rayonnement des idées de l'humanisme et des Lumières dans toute l'Europe du Centre-Est expriment l'unité de l'espace culturel européen en gestation, dans laquelle participaient largement les peuples d'Europe Centrale. De même dans les échanges économiques on observe depuis le Moyen Age un rapprochement progressif entre l'Ouest et l'Est. Les villes de la Hanse établissaient une coopération étroite qui dépassait le cadre du commerce international en y ajoutant un bien communautaire et une certaine dimension politique. Dans les vicissitudes de l'histoire moderne et contemporaine, dans la marche victorieuse du rade Napoléon jusqu'aux frontières de la Russie, dans les

confrontations militaires et politiques, les grandes guerres, les conflits et les alliances, les destins de l'Europe Occidentale et de l'Europe Centrale se croisaient et s'entremêlaient de façon constante.

L'expression de cette unité de destin se retrouve aussi dans la longue histoire de l'idée européenne, dans les rêves et les projets de l'unité européenne formulés au cours des siècles. Ces différents projets d'alliances politiques cherchaient à réaliser des buts divers - la reconquête de la Terre Sainte, la défense contre les Turcs, l'établissement de l'équilibre européen, la diminution de la prépondérance espagnole ou française, ou bien l'instauration de la paix universelle. Il est intéressant de noter que les pays du Centre-Est devaient le plus souvent être compris dans ces alliances.

Prenons l'exemple de «Grand Dessen» attribué à Henri IV et élaboré, en fait, par son ministre, duc de Sully, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. L'Europe devait accepter le principe de la paix religieuse et s'affirmer comme une confédération des monarchies héréditaires, des monarchies électives et des républiques -le plan embrassait la Pologne, la Hongrie, et la Bohême. Dans le Conseil général de cette union devaient siéger des représentants des pays confédérés, de grands pays - parmi lesquels se trouvait la Pologne - avaient droit au nombre double des représentants par rapport aux pays considérés comme petits. Le Conseil devait siéger à tour de rôle dans les différentes villes européennes, entre autres à Strasbourg et à Luxembourg, mais aussi à Cracovie. L'Europe orthodoxe, par contre, n'a pas de place dans le Grand Dessen.

Ajoutons encore que la disparition de la Pologne de la carte politique du continent incita la pensée politique polonaise à lancer des projets d'unification de l'Europe qui donnerait au peuple polonais la chance de se retrouver sur un pied d'égalité avec d'autres peuples. Ainsi le prince Adam Czartoryski, faisant partie au début du XIX<sup>e</sup> siècle de l'entourage du tsar Alexandre 1<sup>er</sup> (et son ministre des affaires étrangères dans les années 1804-1806) proposa l'idée d'une Ligue Européenne qui grâce à l'entente entre la Russie, la Grande Bretagne et la France pourrait établir la paix en Europe: l'idée d'une Société des Nations trouvait ainsi une de ses premières articulations. Dans une autre direction, un jeune intellectuel, Wojciech Bogumił Jastrzębowski, poursuivait le rêve de la paix

européenne et proposa en 1831 l'unification de l'Europe, avec l'abolition de toutes les frontières internes, l'abandon du pouvoir monarchique et l'organisation unitaire d'une communauté européenne, avec le Congrès européen comme assemblée représentative assurant la paix et la coopération entre les nations acceptant le droit commun européen et utilisant la langue la plus répandue en Europe comme «langue diplomatique», tandis que les langues nationales seraient préservées par chaque nation.

Le sens de l'unité de destin historique et de l'intérêt commun apparaît ainsi aussi bien dans le domaine réel, concernant la vie économique, culturelle, religieuse ou politique, que dans le domaine imaginaire des projets d'avenir. Il était fondé sur la diversité, trait fondamental de la civilisation européenne et il n'était pas en contradiction avec les différences structurelles existant non seulement entre les peuples d'Europe, mais aussi entre les grandes régions ou zones de développement sur le continent. Le dualisme des tendances d'évolution entre l'Ouest et l'Est s'inscrit dans ces différences. L'origine de ce dualisme va aussi loin qu'au temps du partage de l'Empire romain et l'apparition du Constantinople en face de Rome, ainsi qu'au Grand Schisme de 1054 introduisant la séparation entre la chrétienté latine et la chrétienté grecque.

Ce partage va de pair, au seuil de l'époque moderne, avec l'établissement des paradigmes différents de l'organisation de la vie économique, politique et sociale: l'école historique polonaise - Marian Małowist et Witold Kula en particulier - les a bien mis en relief. Quand l'Occident passe à une urbanisation dynamique, aux phases successives de l'industrialisation, à l'établissement de l'économie de marché et du capitalisme, l'Est (selon la formule consacrée, les contrées à l'est de l'Elbe) s'engloutit dans l'économie domaniale et seigneuriale, avec le système de corvée et de servage, la force des structures rurales s'accompagne de la faiblesse des villes et des industries urbaines. L'Europe Occidentale développe un système politique où l'espace de la liberté s'accroît et les nouvelles classes de la société moderne accèdent - par l'évolution et par les révolutions - à participer dans l'exercice du pouvoir, la société civile articule son existence. La tendance d'évolution politique à l'Est est différente, sinon contraire. Le Prince et l'Etat restent au centre de la vie politique, le monopole du pouvoir reste entier, les élites du sang ou du privilège octroyé y participent de façon limitée, la société politique ne trouve pas d'articulation autonome.

Les pays qui font objet de l'élargissement actuel de l'UE ne participent que de façon partielle dans ce «paradigme oriental». L'historien hongrois Jeno Szűcs dans sa thèse sur «trois Europes» (Fernand Braudel souligna son originalité dans la préface à l'édition française de ce livre, en 1985) discernait à côté de l'Europe Occidentale et de l'Europe de l'Est, une Europe Centrale (ou plutôt une Europe du Centre-Est) qui présente des traits particuliers à mi-chemin entre le modèle occidental et oriental. Cela concerne les structures économiques, avec une urbanisation plus poussée qu'à l'Est, ainsi que les structures politiques dans lesquelles apparaît la notion de la liberté et aussi les assemblées représentatives. Cette région d'Europe était certainement arriérée et d'une certaine façon sous-développée par rapport à l'Europe Occidentale mais en même temps elle échangeait continuellement des biens et des idées avec le reste du continent et même, dans une certaine mesure, dans l'interdépendance et la symbiose.

Le religieux sert aussi le rapprochement: la Pologne, la République Tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, la Slovénie, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie sont des pays de tradition catholique et protestante, mais déjà la Bulgarie et la Roumanie qui sont prévues pour la vague suivante de l'élargissement de l'UE sont des pays de tradition byzantine.

Il est important de voir à quel point l'avenir de l'Europe est fondé sur de longs processus de rapprochement entre ses nations et sur l'unité imaginée d'un continent et d'une civilisation, mais on ne peut pas ignorer non plus les différences qui se sont affirmées au cours de l'histoire et dont le poids pèse énormément sur le devenir de l'Europe. Le problème qui se pose à présent ce n'est pas comment faire disparaître les différences, mais plutôt comment les gérer pour qu'elles ne génèrent pas de divisions et de conflits internes. L'unification de l'Europe dépend ainsi, d'une part, d'une stratégie raisonnable de l'Union Européenne procédant à des élargissements qui sont à la mesure de sa capacité d'absorption et de l'autre, de la volonté de créer une communauté puissante, large et équilibrée.

En ce qui concerne la capacité d'absorption, l'Union n'avait jamais jusqu'alors à faire face à un défi aussi difficile que le cas de la décision qui prendra corps le 1 mai 2004. Il ne s'agit point, à mon sens, du coût direct de l'élargissement qui en vertu des décisions du

sommet de Copenhague n'est pas élevé et n'exige même pas de relever le fameux palier de 1,27% du PNB des pays membres de l'UE alimentant le budget communautaire. Il s'agit surtout de dépasser les conséquences économiques, culturelles et politiques du hiatus de longue durée entre l'Ouest et l'Est.

Les huit pays qui vont se joindre à l'UE - Chypre et Malte ayant un destin historique différent ne représentent dans les calculs qu'une quantité marginale - apportant 73 millions d'habitants et plus de 380 milliards de dollars du PIB (ce qui représente q peu près le PIB des Pays Bas). D'après les estimations de la Commission Européenne, ces pays du point de vue de la prospérité économique par rapport au PIB moyen par tête d'habitant dans l'UE en 2001 représentent: la Slovénie - 69%, la République Tchèque - 57%, la Hongrie - 51%, la Slovaquie - 48%, l'Estonie - 42%, la Pologne - 40%, la Lituanie - 38%, la Lettonie - 33%. En dépassant l'horizon de l'élargissement de 2004, ajoutons que la Bulgarie et la Roumanie se situent plus bas encore: la Bulgarie - 28% et la Roumanie - 25%.

C'est bien là que blesse le bât. Si l'unification de l'Europe ne signifie pas la disparition des différences de prospérité ou de développement, elle est néanmoins incompatible avec l'affirmation pour un temps indéfini - ou pour longtemps - d'une frontière dramatique juxtaposant à l'intérieur de l'Union Européenne la richesse et la pauvreté. Au coût d'immense effort économique et financier de l'Allemagne, l'Elbe n'apparaît pas comme une telle frontière, mais il faut éviter que maintenant la fameuse ligne d'Oder et Neisse séparant autrefois les deux camps politiques de l'Europe de Yalta ne devienne une autre Rio Grande séparant l'espace de la richesse de l'espace de la pauvreté. L'Union Européenne comme puissance mondiale ayant à faire face dans sa politique extérieure au problème de la pauvreté des peuples dans le monde, devra aussi l'affronter dans sa politique intérieure. D'ailleurs, l'Union Européenne n'a pas été au cours de toute son histoire un «club des riches». Dans le succès matériel des pays fondateurs l'assistance offerte par le Plan Marshall jouait un rôle crucial: c'est elle qui a rendu possible leur redémarrage économique de l'après-guerre. De même, des pays comme l'Irlande ou le Portugal accédaient à la Communauté Européenne comme des pays pauvres et arriérés pour faire un rapide bond en avant grâce à l'accession. Dans les deux cas, il s'agissait d'une assistance à l'égard de ceux qui avaient la volonté et la capacité de s'aider eux-

mêmes. Le même principe devrait être appliqué pour dépasser les conséquences du dualisme Ouest-Est et du demi-siècle d'après Yalta. Mais la stratégie de son application n'a pas été encore établie.

Les pays d'accession ont derrière eux une transformation économique et politique réussie, bien que réalisée dans des conditions et des formes diverses. Le taux de croissance ces dernières années était au niveau du taux moyen de l'UE: en 2002 il se situait entre 1,9 (pour la Pologne et la République Tchèque) et 6,1 (pour la Lettonie, dernière sur le relevé du PIB moyen par tête d'habitant). Presque tous ces pays, sauf la Slovénie et l'Estonie, ont des problèmes du déficit du commerce extérieur et du déficit budgétaire. Ils doivent procéder rapidement à des réformes successives, des finances publiques en particulier. Ils ont besoin d'un taux de croissance le plus élevé possible, au moins le double de la moyenne de l'UE. Le débat initial de premières années de la transformations sur les bienfaits et les vices de la «thérapie du choc» est déjà un chapitre fermé: le choc était inévitable pour que la thérapie soit efficace. Le problème consiste maintenant dans le désenchantement actuel des sociétés de cette région: le choc était ressenti lourdement et parfois péniblement, les résultats de la thérapie n'apparaissent pas encore de façon palpable. L'espoir est en déficit: l'Union Européenne, que l'on craint et à laquelle on aspire, devient la dernière instance générant de l'espoir. On attend que retrouvant sa famille d'origine, on pourra compter sur les attitudes et les politiques de solidarité.

De l'autre côté de la porte, parmi les élites politiques de l'Ouest les inquiétudes et les craintes ne disparaissent point, bien que tout laisse croire que les jeux sont faits. Certains milieux politiques européens attendaient avec une espérance assez malsaine que le vote négatif lors du referendum irlandais rejetant le traité de Nice aurait bloqué aussi l'élargissement. Puis on avançait les mêmes attentes à l'égard des referenda dans les pays candidats, ou bien au vote du Parlement Européen concernant le traité d'accession. La ratification de ce traité par les membres actuels de l'UE fait naître une autre possibilité du blocage. Jacques Derrida et Jürgen Habermas dans un article récent ont présenté l'«Europe dont rêvent les philosophes» et ils ne trouvent pas de place pour les pays d'Europe du Centre-Est dans le projet d'une Union Européenne à dimension politique. On avance aussi des visions de l'avenir de l'UE qui rejetteraient les nouveaux

venus dans une catégorie des membres de seconde classe: la politique de «coopérations renforcées» - qui me semble tout à fait justifiée dans l'Europe unie - changerait dans son contraire en devenant plus un instrument d'exclusion qu'une structure de coopération. Même la ratification du futur traité constitutionnel est envisagée comme un barrage possible contre l'élargissement: puisque les nouveaux pays semblent réticents à l'égard de la constitution européenne, on pourrait s'attendre à ce qu'ils se retirent de leur propre gré de l'Union Européenne...

Je me rappelle très bien l'élan chaleureux de sympathie et de soutien de l'opinion publique (et des élites politiques aussi) de l'Europe, et de la France en particulier, à l'égard de la Pologne de «Solidarność» et de son renversement pacifique du régime communiste. Que s'est-il passé ensuite pour qu'apparaissent au premier plan des inquiétudes, sinon des accusations, que la Pologne est trop atlantiste, trop catholique, trop libérale dans sa politique économique, trop russophobe et pas assez européenne? La raison me semble être la crainte que l'entrée des nouveaux pays risque de ralentir ou de bloquer l'affermissement de l'Union Européenne et de renforcer le courant eurosceptique, d'une part, et la reconnaissance du fait que l'élargissement actuel est non seulement dans la logique de l'intégration mais peut-être la condition même de sa continuation et de la survie de l'Union Européenne. Il est vrai que l'opinion publique dans la plupart des pays membres actuels de l'UE n'est pas favorable à l'égard de l'élargissement et cela est invoqué par les élites politiques comme la raison de leur réticences - mais on peut très bien affirmer que c'est justement aux élites que retombe la responsabilité de cet état de choses. Le principe juridique que «nul n'est censé ignorer...» ne s'applique pas à la vie démocratique moderne et à la réalisation de la souveraineté du peuple: les élites portent la responsabilité de l'ignorance du peuple.

En abandonnant cette juxtaposition des «élites» et du «peuple», il faudrait introduire dans le débat européen une analyse des conséquences de l'élargissement dans la perspective de la «finalité» européenne.

Le premier problème concerne la volonté européenne, la volonté de vivre ensemble. Tony Judt, professeur à la New York University et observateur attentif de l'histoire de

l'Europe contemporaine, se demandait, il ya quelques années, si cette volonté et ce potentiel d'intégration européenne, n'étaient pas en train de s'épuiser. L'an 1989 n'annonçait pas un avenir radieux de l'unification européenne mais plutôt sa fin. Pour que ce scénario sceptique (dans lequel l'élargissement ne pouvait qu'échouer) ne se réalise pas, il faudrait abandonner les timidités et les prudences du langage du temps de Jean Monnet et retrouver l'esprit de ce temps: reprendre le discours d'un Salvadore de Madariaga ou d'un Denis de Rougemont, rappeler le climat intellectuel du Congrès Européen de la Haye, pour convaincre les jeunes générations européennes de la légitimité historique de la construction européenne. C'est la volonté de vivre ensemble de ces jeunes générations qui décidera de l'avenir de l'Europe élargie et de la réunion réelle entre l'Est et l'Ouest.

La nécessité de rattraper les retards et de combler les fossés entre les anciens et les nouveaux membres de l'UE fait comprendre - et c'est le deuxième problème sur lequel il faudrait attirer l'attention des opinions publiques -l'importance de l'approfondissement des liens politiques dans la communauté. Même si l'on voit dans la participation au processus de Lisbonne, la plus grande chance pour que les nouveaux pays obtiennent la dynamique économique nécessaire, il n'y a pas de doute que leur avenir dépendra en grande mesure de la solidarité européenne exprimée en politiques communautaires. Les objectifs politiques proclamés dans la déclaration de Laeken et dans les débats de la Convention, concernant la politique étrangère commune ou la défense européenne, se réfèrent au sentiment de solidarité et le renforcent. Les nouveaux pays ne seront donc pas aussi opposés à la dimension politique de l'Union que les milieux les plus fédéralistes le craignent, mais, au contraire, y trouveront leur propre intérêt.

En troisième lieu, il faudrait voir la place que les nouveaux pays vont tenir dans les tensions entre le communautaire et l'intergouvernemental, entre la Commission et le Conseil. Leurs intérêts, il est vrai, seront déchirés entre les deux. Les petits pays - et la plupart des nouveaux pays appartient à cette catégorie - voient dans l'intergouvernemental le moyen de s'opposer à la pratique hégémonique des grands pays. En même temps, ils sont attirés vers les institutions communautaires car elles sont plus capables de dépasser les egoïsmes nationaux et de se référer à l'intérêt européen. De toute façon, il semble peu justifié que de craindre que ce soient les nouveaux pays qui

s'opposent au renforcement des liens communautaires en vertu de leur attitude «souverainiste».

L'élargissement est très certainement un des plus grands défis auxquels l'Union Européenne devait faire face au cours du demi-siècle de son histoire, mais ce sont bien les défis et les crises internes qui la faisaient avancer. Pour que ce soit le cas cette fois aussi, il faudrait qu'une stratégie de longue haleine soit élaborée et que la dimension historique de cet élargissement accède à l'opinion publique européenne. On ne peut pas accepter que le débat européen soit dominé par les eurosceptiques d'une part, et les élargosceptiques, de l'autre. La réunification de l'Europe mérite la sérénité et peut-être aussi la satisfaction commune - et aussi un peu de joie. Elle pourrait ainsi contredire ceux qui voudraient voir l'Europe divisée entre la «vieille» et la «nouvelle»: c'est l'Europe qui s'unifie en s'élargissant qui mérite toute entière le nom de l'Europe nouvelle.